



Lettre Ouverte

A :

- ❖ **La Direction de l'EPSM-G**
- ❖ **Mr Laurent LEGENDARD (ARS)**
- ❖ **Mme Lucie WECK-MIRRE (Présidente du Conseil de Surveillance)**
- ❖ **Mr Elie CALIFER (Représentant du Conseil Départemental au Conseil de Surveillance)**

Mesdames, Messieurs,

En Guadeloupe, L'EPSM-G est l'ORPHELIN DU SYSTEME DE SANTÉ, il est à L'AGONIE.

A travers un constat de la Direction de l'Établissement, sur document, le média Outremer 360° porte une analyse sur la situation de la Psychiatrie en Guadeloupe qui nécessite, selon nous, un regard plus approfondi. Ce même constat, nous, UTS-UGTG, l'avions déjà réalisé et le dénonçons régulièrement, depuis 2023, sous forme de réunions, de tracts et de lettres ouvertes adressés à la Direction de l'EPSM, à l'ARS, ainsi qu'aux élus.

Nous portons un regard beaucoup plus acéré, plus critique et contextuel à travers des axes majeurs relevant de la Psychiatrie :

- une défaillance dans la prise en charge immédiate en cas de décompensation aiguë au domicile avec une coordination peu pertinente entre SAMU, pompier, police, médecin traitant entraînant un isolement des familles qui se sentent délaissées et impuissantes face à la maladie mentale ;
- une absence de structures adaptées aux attentes des différentes pathologies entraînant de longues hospitalisations à caractère social, qui malheureusement limitent la disponibilité de lit ;
- des offres de soins thérapeutiques limitées en terme de réinsertion et de réhabilitation générant un isolement du patient, sans perspective de projet social et de devenir ;
- un manque d'expérience de la maladie mentale des professionnels de santé libéraux pour une continuité des soins optimisée, pouvant entraîner une rupture de soin (décompensation) ;
- une rotation fréquente des psychiatres à l'EPSM (a pènn yo rivé yo ja pati) avec des méconnaissances culturelles (croyances, mès é labitid...) ne permettant pas, là aussi, une prise en soin du patient dans toute sa dimension ;
- une inexpérience de professionnels de santé depuis la crise sanitaire avec un apprentissage sur le tas, par manque de temps et de professionnels aguerris ;
- de mauvaises conditions de travail avec un manque d'effectif, de matériel, de problème d'organisation et de gestion de service ;
- des risques psychosociaux sans proposition de régulation, de thérapie de groupe... creusant le mal-être des professionnels de santé et majorant l'absentéisme ;
- des structures non sécurisées qui facilitent, malheureusement, la livraison de substances illégales, armes et compagnie, dans les services ;
- des soins inadaptés et incohérents, ayant pour conséquence des prises en soin parfois inefficaces des patients en hospitalisation comme en ambulatoire ;
- des difficultés d'accompagnement des patients, la multiplication des agressions... ;

.../...

- une absence d'informations à destination de la Population qui méconnaît les pathologies mentales et qui développe ainsi des préjugés à l'égard des malades et leur entourage ;
- des difficultés dans la prise en charge en pédopsychiatrie et des adolescents, avec des consultations tardives, un manque de professionnels de santé spécifique aux enfants,

Et ce, malgré la bonne volonté de tous d'être dans le souci du bien-être du patient.

Il faut comprendre que l'évolution et la diversité des pathologies, englobant la psychiatrie depuis quelques années, sont en lien avec l'histoire familiale, le vécu, la diversité ethnique, le traumatisme indélébile du sort des ancêtres réduits en esclavage, mais aussi aujourd'hui en lien avec une surconsommation de produits illicites, une société en perdition, un système de santé défaillant. Il y a une augmentation de personnes à soigner.

Donc quand il est cité dans le média "Ce n'est pas un problème de manque de personnel mais un problème de structures adaptées ". **NOU PA DAKÒ !**

En 2022, nous étions à 10.712 patients. En 2024, la file active de l'Établissement était de 11.595 patients, soit une progression de 8% par rapport à 2023 où elle était à 10.683 patients.

Comment prendre en charge une file active de patients en constante augmentation depuis la crise sanitaire, sans structures adaptées, avec un nombre de professionnels de santé spécifique aux attentes de la pathologie, plus ou moins égal à il y a 4 ans (**960 en 2021 à 1100 personnel environ aujourd'hui**) avec des directives institutionnelles en augmentation et des partenariats permettant de laisser la tête de l'EPSM-G à peine hors de l'eau, que de couler ?

Au final, tout est lié.

Une structure, telle que l'EPSM, ne peut être comparée à aucune autre, tant les spécificités sont importantes à prendre en compte, lorsqu'il s'agit de la prise en charge d'un patient, de la Population Guadeloupéenne.

En tout état de cause, nous, UTS-UGTG, ne cesserons de réclamer cette augmentation d'effectif qui permettrait, dans un premier temps, d'améliorer le quotidien de nos malades tant en intra-hospitalier qu'en extra-hospitalier ; ce qui aura aussi un impact positif sur l'accompagnement des familles.

Jòdijou :

Bien que la Direction se protège en dénonçant la situation de l'EPSM-G, nous dénonçons le manque de réactivité suite à nos alertes depuis la fusion des activités psychiatriques du CHU et de MONTERAN en 2018.

Malgré les annonces des premiers symptômes, 7 ans plus tard, nous voici à l'agonie.

Quel intérêt porte l'Etat et nos élus locaux sur la santé mentale et la prise en charge de la Psychiatrie en Guadeloupe à l'aune du Projet d'Établissement de l'EPSM-G ; plus précisément au sujet de :

- la relocalisation du Site de Pointe-à-Pitre
- la modernisation du Site de Montéran
- la restructuration des structures extra-hospitalier
- la réorganisation des pôles.

ET DE LA PROCHAINE CERTIFICATION EN MARS 2026 ?

NON !!! Ni l'EPSM-G, ni la Psychiatrie ne doivent subir l'euthanasie.

Recevez, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.